

 **INSTITUT DE RECHERCHE ET DE  
DÉVELOPPEMENT EN AGROENVIRONNEMENT INC.**

**ÉTATS FINANCIERS**  
31 DÉCEMBRE 2018

---



Choquette Corriveau  
COMPTABLES PROFESSIONNELS AGRÉÉS S.E.N.C.R.L.

INSTITUT DE RECHERCHE ET DE DÉVELOPPEMENT EN AGROENVIRONNEMENT INC.

TABLE DES MATIÈRES  
31 décembre 2018

---

<b>RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT</b>	1 - 2
<b>ÉTATS FINANCIERS</b>	
Résultats	3
Évolution de l'actif net	4
Bilan	5
Flux de trésorerie	6
Notes complémentaires	7 - 13
<b>Renseignements complémentaires</b>	
Matériel et fournitures	14
Frais généraux	14
Entretien et réparations	14



## RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

### Aux administrateurs de Institut de recherche et de développement en agroenvironnement inc.

#### Opinion

Nous avons effectué l'audit des états financiers de Institut de recherche et de développement en agroenvironnement inc. (« l'Institut »), qui comprennent le bilan au 31 décembre 2018 et les états des résultats, de l'évolution de l'actif net et des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, ainsi que les notes annexes, y compris le résumé des principales méthodes comptables.

À notre avis, les états financiers ci-joints donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de l'Institut au 31 décembre 2018, ainsi que des résultats de ses activités et de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, conformément aux Normes comptables canadiennes pour les organismes sans but lucratif.

#### Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers » du présent rapport. Nous sommes indépendants de l'Institut conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à l'audit des états financiers au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

#### Autres informations

La responsabilité des autres informations incombe à la direction. Les autres informations se composent du Rapport annuel 2018, mais ne comprennent pas les états financiers résumés et notre rapport de l'auditeur sur ces états.

Notre opinion sur les états financiers ne s'étend pas aux autres informations et nous n'exprimons aucune forme d'assurance que ce soit sur ces informations.

En ce qui concerne notre audit des états financiers, notre responsabilité consiste à lire les autres informations et, ce faisant, à apprécier s'il existe une incohérence significative entre celles-ci et les états financiers ou la connaissance que nous avons acquise au cours de l'audit, ou encore si les autres informations semblent autrement comporter une anomalie significative. Si, à la lumière des travaux que nous avons effectués, nous concluons à la présence d'une anomalie significative dans les autres informations, nous sommes tenus de signaler ce fait. Nous n'avons rien à signaler à cet égard.

#### Responsabilité de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers conformément aux Normes comptables canadiennes pour les organismes sans but lucratif, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité de l'Institut à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider l'Institut ou de cesser son activité ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de l'Institut.

**Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers**

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce que, individuellement ou collectivement, elles puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- nous identifions et évaluons les risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;
- nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'Institut;
- nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière;
- nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de l'Institut à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener l'Institut à cesser son exploitation;
- nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers, y compris les informations fournies dans les notes, et apprécions si les états financiers représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

 <sup>1</sup>

Comptables professionnels agréés, S.E.N.C.R.L.

Québec, le 28 mars 2019

---

<sup>1</sup> CPA auditeur, CA, permis de comptabilité publique n° A107582

## RÉSULTATS

Exercice terminé le 31 décembre 2018

	2 0 1 8	2 0 1 7
		(retraité - note 3)
<b>Produits</b>		
Contributions et subventions	5 753 578 \$	6 721 986 \$
Recherche et développement scientifique	4 685 563	3 795 189
Analyses de laboratoire	622 983	508 782
Produits agricoles	127 273	103 530
Produits de placements	61 022	3 929
Produits de location	61 798	66 578
Autres	18 276	20 258
	<b>11 330 493</b>	<b>11 220 252</b>
<b>Charges d'exploitation</b>		
Salaires et charges sociales (note 4)	8 804 355	7 783 734
Contrats de recherche et services professionnels	1 159 002	1 388 470
Matériel et fournitures (page 14)	690 904	751 485
Frais généraux (page 14)	559 784	512 992
Entretien et réparations (page 14)	378 194	353 656
Communications	39 109	42 151
Déplacements et séjours	113 371	135 135
Frais financiers	18 143	50 364
Gain sur cession d'immobilisations corporelles	(17 870)	-
Amortissement des immobilisations corporelles	718 586	1 152 458
Amortissement des actifs incorporels	14 205	-
Amortissement des apports reportés afférents aux immobilisations corporelles	(321 577)	(790 436)
	<b>12 156 206</b>	<b>11 380 009</b>
<b>Insuffisance des produits sur les charges avant autre élément</b>	<b>(825 713)</b>	<b>(159 757)</b>
<b>Autre élément</b>		
Variation de la juste valeur des placements	(86 906)	89 044
<b>Insuffisance des produits sur les charges</b>	<b>(912 619) \$</b>	<b>(70 713) \$</b>

## ÉVOLUTION DE L'ACTIF NET

Exercice terminé le 31 décembre 2018

	Affectations internes		Non affecté	Total	
	Obligations salariales	Développement expérimental		2 0 1 8	2 0 1 7 (retraité - note 3)
<b>Solde, au début</b>					
Déjà établi	1 000 000 \$	600 000 \$	550 826 \$	<b>2 150 826 \$</b>	2 134 156 \$
Retraitement de l'exercice antérieur	-	-	(87 383)	<b>(87 383)</b>	-
Retraité	1 000 000	600 000	463 443	<b>2 063 443</b>	2 134 156
<b>Insuffisance des produits sur les charges</b>	-	-	(912 619)	<b>(912 619)</b>	(70 713)
<b>Solde, à la fin</b>	1 000 000 \$	600 000	(449 176) \$	<b>1 150 824 \$</b>	2 063 443 \$

## BILAN

31 décembre 2018

	2 0 1 8	2 0 1 7 (retraité - note 3)
<b>ACTIF</b>		
<b>Actif à court terme</b>		
Encaisse	371 388 \$	542 404 \$
Fonds de marché monétaire	308 213	-
Dépôts à terme, 2,05 % à 2,8 % (1,3 % à 2,91 % en 2017)	308 979	538 030
Débiteurs (note 5)	601 785	1 025 592
Subventions à recevoir	-	752 189
Travaux en cours	758 806	1 528 206
Frais payés d'avance	135 709	134 224
	<b>2 484 880</b>	<b>4 520 645</b>
<b>Placements de portefeuille (note 6)</b>	<b>776 137</b>	<b>1 137 750</b>
<b>Immobilisations corporelles (note 7)</b>	<b>10 344 340</b>	<b>10 607 006</b>
<b>Actifs incorporels (note 8)</b>	<b>121 355</b>	<b>-</b>
<b>Dépôts de garantie</b>	<b>30 260</b>	<b>-</b>
	<b>13 756 972 \$</b>	<b>16 265 401 \$</b>
<b>PASSIF</b>		
<b>Passif à court terme</b>		
Créditeurs (note 9)	1 516 125 \$	1 305 349 \$
Facturation en excédent des coûts des projets de recherche	1 827 407	2 581 339
Apport reporté (note 10)	1 066 664	981 022
Dette à long terme remboursée au cours de l'exercice	-	745 196
	<b>4 410 196</b>	<b>5 612 906</b>
<b>Provision pour avantages sociaux futurs</b>	<b>314 689</b>	<b>386 212</b>
<b>Apports reportés afférents aux immobilisations corporelles (note 11)</b>	<b>7 881 263</b>	<b>8 202 840</b>
	<b>12 606 148</b>	<b>14 201 958</b>
<b>ACTIF NET</b>		
Actif net grevé d'affectations internes	1 600 000	1 600 000
Actif net non affecté	(449 176)	463 443
	<b>1 150 824</b>	<b>2 063 443</b>
	<b>13 756 972 \$</b>	<b>16 265 401 \$</b>

POUR LE CONSEIL D'ADMINISTRATION




Administrateurs

**FLUX DE TRÉSORERIE**

Exercice terminé le 31 décembre 2018

	2 0 1 8	2 0 1 7 (retraité - note 3)
<b>Activités de fonctionnement</b>		
Insuffisance des produits sur les charges	(912 619) \$	(70 713) \$
Éléments sans incidence sur la trésorerie :		
Amortissement des immobilisations corporelles	718 586	1 152 458
Amortissement des actifs incorporels	14 205	-
Amortissement des apports reportés afférents aux immobilisations corporelles	(321 577)	(790 436)
Gain sur cession d'immobilisations corporelles	(17 870)	-
Variation de la provision pour avantages sociaux futurs	9 102	45 847
Variation de la juste valeur des placements	86 906	(89 044)
	(423 267)	248 112
Variation nette des éléments hors caisse du fonds de roulement (note 12)	1 399 315	473 298
	976 048	721 410
<b>Activités d'investissement</b>		
Acquisition de placements	(1 858 418)	(3 758 963)
Produit de la cession de placements	2 362 176	4 762 216
Acquisition d'immobilisations corporelles	(479 723)	(476 228)
Produit de la cession d'immobilisations corporelles	17 870	-
Acquisition d'actifs incorporels	(135 560)	-
	(93 655)	527 025
<b>Activités de financement</b>		
Remboursement de la dette à long terme	(745 196)	(1 459 269)
<b>Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie</b>	<b>137 197</b>	<b>(210 834)</b>
<b>Trésorerie et équivalents de trésorerie, au début</b>	<b>542 404</b>	<b>753 238</b>
<b>Trésorerie et équivalents de trésorerie, à la fin</b>	<b>679 601 \$</b>	<b>542 404 \$</b>

La trésorerie et les équivalents de trésorerie correspondent à l'encaisse et aux fonds de marché monétaire.



**NOTES COMPLÉMENTAIRES**31 décembre 2018

---

**1. STATUTS ET NATURE DES ACTIVITÉS**

L'Institut de recherche et de développement en agroenvironnement inc., constitué en vertu de la Partie III de la Loi sur les compagnies du Québec, a pour mission de réaliser des activités de connaissance, de recherche, de développement et de transfert visant à favoriser le développement durable de l'agriculture.

L'Institut est un organisme sans but lucratif au sens de la Loi de l'impôt sur le revenu.

**2. PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES**

Les états financiers ont été dressés selon les Normes comptables canadiennes pour les organismes sans but lucratif (NCOSBL) et comprennent les principales méthodes comptables suivantes :

**Utilisation d'estimations**

La préparation d'états financiers conformément aux Normes comptables canadiennes pour les organismes sans but lucratif exige que la direction ait recours à des estimations et des hypothèses qui ont une incidence sur les montants de l'actif et du passif comptabilisés et sur la présentation des éléments d'actif et de passif éventuels à la date des états financiers, ainsi que sur les montants comptabilisés à titre de produits et de charges au cours de l'exercice.

Les éléments importants des états financiers qui requièrent l'utilisation d'estimations sont la provision pour créances douteuses, le degré d'avancement des travaux en cours, la provision pour avantages sociaux futurs ainsi que la durée de vie utile des immobilisations corporelles et des actifs incorporels. Ces estimations sont révisées périodiquement et des ajustements sont apportés au besoin aux résultats de l'exercice au cours duquel ils deviennent connus.

**Comptabilisation des produits**

L'Institut applique la méthode du report pour la comptabilisation des apports. Les apports affectés sont comptabilisés à titre de produits de l'exercice au cours duquel les charges connexes sont engagées. Les apports non affectés sont comptabilisés à titre de produit lorsqu'ils sont reçus ou à recevoir si le montant à recevoir peut faire l'objet d'une estimation raisonnable et que sa réception est raisonnablement assurée.

Les produits d'analyses de laboratoire sont comptabilisés lorsque les analyses ont été réalisées, qu'il y a une preuve convaincante d'un accord et que le recouvrement est raisonnablement assuré.

Les contributions pour la recherche et le développement scientifique sont comptabilisées selon la méthode de l'avancement des travaux. Les travaux en cours sont évalués en tenant compte des coûts de la main-d'œuvre, du matériel scientifique et des frais généraux. Les pertes sont comptabilisées dès qu'elles sont estimables.

Les produits agricoles sont comptabilisés lorsque les services sont rendus.

Les opérations de placements sont comptabilisées à la date de l'opération et les produits qui en découlent sont comptabilisés selon la méthode de la comptabilité d'exercice. Les produits d'intérêts sont comptabilisés d'après le nombre de jours de détention du placement au cours de l'exercice.

**Apports de biens et de services**

Les apports de biens et de services sont comptabilisés aux résultats à la juste valeur au cours de l'exercice auquel ils se rapportent, sauf lorsqu'il est difficile de faire une estimation de leur juste valeur.

## NOTES COMPLÉMENTAIRES

31 décembre 2018

**2. PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (suite)****Trésorerie et équivalents de trésorerie**

La politique de l'Institut consiste à présenter dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie les soldes bancaires incluant les découverts bancaires dont les soldes fluctuent souvent entre le découvert et le disponible, les placements dans des instruments du marché monétaire et les placements à court terme dont l'échéance n'excède pas trois mois à partir de la date d'acquisition.

**Instruments financiers***Évaluation des instruments financiers*

L'Institut évalue initialement ses actifs et passifs financiers à la juste valeur, sauf dans le cas des opérations entre parties liées autres que les membres de la direction qu'il évalue à la valeur comptable ou à la valeur d'échange, selon le cas.

Il évalue ultérieurement tous ses actifs et passifs financiers au coût après amortissement selon la méthode linéaire, à l'exception des placements dans des instruments de capitaux propres cotés sur un marché actif et dans les fonds communs, qui sont évalués à la juste valeur. Les variations de juste valeur sont comptabilisées dans les résultats.

Les actifs financiers évalués au coût après amortissement se composent de l'encaisse, des débiteurs et des dépôts à terme. Les passifs financiers évalués au coût après amortissement se composent des créditeurs.

*Dépréciation*

Les actifs financiers évalués au coût sont soumis à un test de dépréciation s'il existe des indications possibles de dépréciation. Le montant de réduction de valeur est comptabilisé aux résultats. La moins-value déjà comptabilisée peut faire l'objet d'une reprise de valeur dans la mesure de l'amélioration, soit directement, soit par l'ajustement du compte de provision, sans être supérieure à ce qu'elle aurait été à la date de reprise si la moins-value n'avait jamais été comptabilisée. Cette reprise est comptabilisée aux résultats.

*Coûts de transaction*

L'Institut comptabilise ses coûts de transaction aux résultats de l'exercice où ils sont engagés dans le cas des instruments financiers qui sont évalués ultérieurement à la juste valeur. La valeur comptable des instruments financiers qui ne sont pas évalués ultérieurement à la juste valeur tient compte des coûts de transaction directement attribuables à la création, à l'émission ou à la prise en charge de ces instruments.

**Immobilisations corporelles**

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées au coût. Les apports reçus sous forme d'immobilisations corporelles sont comptabilisés à la juste valeur à la date de l'apport ou à une valeur symbolique lorsque la juste valeur ne peut être déterminée au prix d'un effort raisonnable. Les immobilisations corporelles sont amorties à compter de leur mise en service en fonction de leur durée de vie utile estimative selon la méthode de l'amortissement linéaire sur les durées suivantes :

Bâtisses	20 et 40 ans
Améliorations locatives	10 ans
Aménagement de terrains	10 ans
Équipement informatique	5 ans
Équipement scientifique	5 ans
Matériel roulant	8 ans
Mobilier de bureau	10 ans
Véhicules de ferme	15 ans

Lorsqu'une immobilisation corporelle n'a plus aucun potentiel de service à long terme pour l'Institut, l'excédent de sa valeur nette comptable sur toute valeur résiduelle est comptabilisé à titre de charges dans l'état des résultats.

## NOTES COMPLÉMENTAIRES

31 décembre 2018

**2. PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (suite)****Actifs incorporels**

Les actifs incorporels sont amortis en fonction de leur durée de vie utile selon la méthode de l'amortissement linéaire sur les durées suivantes :

Logiciels et licences	5 ans
Site web	5 ans

Lorsque les circonstances indiquent qu'un actif incorporel a subi une dépréciation, l'excédent de sa valeur nette comptable sur toute valeur résiduelle est comptabilisé à titre de charges dans l'état des résultats.

**Régime de retraite**

L'Institut offre à ses employés un régime de retraite à cotisations définies. Le coût du régime de retraite afférent aux services courants est porté à l'état des résultats au cours de la période pendant laquelle les cotisations sont payables par l'employeur.

**Provision pour avantages sociaux futurs**

La provision pour avantages sociaux futurs est constituée de banques de congés de maladie, de vacances et d'heures supplémentaires accumulés par les employés de l'Institut et par le personnel du ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation (MAPAQ) qui est prêté à l'Institut.

**3. RETRAITEMENT DE L'EXERCICE ANTÉRIEUR**

Au cours de l'exercice, la direction a découvert qu'on lui avait fourni des informations erronées en lien avec la démarcation de la provision pour avantages sociaux futurs constituée à l'égard du personnel du MAPAQ prêté à l'Institut par ce ministère, ce qui a entraîné la sous-évaluation de cette provision au 31 décembre 2017. De plus, l'Institut a corrigé la démarcation des produits de location et la présentation aux résultats des subventions à l'emploi. En conséquence, les états financiers ont été retraités et les postes décrits ci-après ont été augmentés (diminués) des montants suivants :

**Bilan au 31 décembre 2017**

Débiteurs	23 228 \$
Créditeurs - Provision pour avantages sociaux futurs	21 079 \$
Provision pour avantages sociaux futurs	89 532 \$
Actif net non affecté	(87 383) \$

**Résultats de l'exercice terminé le 31 décembre 2017**

Produits - Recherche et développement scientifique	124 004 \$
Produits de location	23 228 \$
Charges d'exploitation - Salaires et charges sociales	(234 615) \$

**4. APPORTS REÇUS SOUS FORME DE BIENS ET DE SERVICES**

Les activités de l'Institut sont effectuées en partie par le personnel du MAPAQ qui est prêté par ce ministère. Au cours de l'exercice, un montant de 1 051 066 \$ (961 589 \$ en 2017) a été comptabilisé à titre de produits de subventions et un montant équivalent à titre de salaires et de charges sociales.

De plus, l'Institut utilise les locaux et les terrains du MAPAQ pour ses activités. Aucun montant n'est comptabilisé dans les livres étant donné que la juste valeur de cet apport ne peut être déterminée au prix d'un effort raisonnable.

## NOTES COMPLÉMENTAIRES

31 décembre 2018

5. DÉBITEURS	2 0 1 8	2 0 1 7 (retraité - note 3)
Comptes clients	564 561 \$	1 007 584 \$
Provision pour dépréciation	(22 802)	-
	<b>541 759</b>	1 007 584
Taxes à la consommation à recouvrer	56 387	12 486
Intérêts courus	3 639	5 522
	<b>601 785 \$</b>	1 025 592 \$

6. PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE	2 0 1 8	2 0 1 7
Fonds communs de placements	694 204 \$	944 547 \$
Actions de sociétés cotées en Bourse	81 933	193 203
	<b>776 137 \$</b>	1 137 750 \$

## 7. IMMOBILISATIONS CORPORELLES

	Coût	Amortissement cumulé	Valeur nette comptable	
			2 0 1 8	2 0 1 7
Bâtisses	9 353 837 \$	1 318 289 \$	8 035 548 \$	8 258 430 \$
Améliorations locatives	163 551	118 780	44 771	54 437
Aménagement de terrains	912 123	448 453	463 670	553 141
Équipement informatique	549 895	373 669	176 226	230 028
Équipement scientifique	5 352 816	4 724 773	628 043	530 673
Équipement scientifique - en construction	48 701	-	48 701	-
Matériel roulant	660 130	549 702	110 428	88 080
Mobilier de bureau	487 955	298 168	189 787	222 196
Véhicules de ferme	1 447 629	800 463	647 166	670 021
	<b>18 976 637 \$</b>	<b>8 632 297 \$</b>	<b>10 344 340 \$</b>	10 607 006 \$

Des acquisitions d'immobilisations corporelles pour un montant de 23 803 \$ sont incluses dans les comptes fournisseurs au 31 décembre 2017 (aucune en 2018).

Des équipements scientifiques acquis au coût total de 225 972 \$, incluant l'équipement scientifique en construction, n'étaient pas mis en service au 31 décembre 2018 et, par conséquent, ils n'ont fait l'objet d'aucun amortissement au cours de l'exercice.

## NOTES COMPLÉMENTAIRES

31 décembre 2018

**8. ACTIFS INCORPORELS**

	Coût	Amortissement cumulé	Valeur nette comptable	
			2018	2017
Logiciels et licences	80 560 \$	14 205 \$	66 355 \$	- \$
Site web	55 000	-	55 000	-
	135 560 \$	14 205 \$	121 355 \$	- \$

Le site web n'était pas mis en service au 31 décembre 2018 et, par conséquent, il n'a fait l'objet d'aucun amortissement au cours de l'exercice.

**9. CRÉDITEURS**

	2018	2017 (retraité - note 3)
Comptes fournisseurs	620 173 \$	546 214 \$
Salaires courus	220 754	164 562
Provision pour avantages sociaux	675 198	594 573
	1 516 125 \$	1 305 349 \$

**10. APPORT REPORTÉ**

L'apport reporté provient d'un financement affecté reçu au cours de l'exercice considéré et destiné à couvrir les charges de fonctionnement de l'exercice subséquent.

Les variations survenues dans le solde de l'apport reporté sont les suivantes :

	2018	2017
Solde, au début	981 022 \$	1 629 478 \$
Montant reçu au cours de l'exercice	4 698 886	6 003 088
Montant constaté à titre de produits	(4 613 244)	(6 651 544)
Solde, à la fin	1 066 664 \$	981 022 \$

## NOTES COMPLÉMENTAIRES

31 décembre 2018

**11. APPORTS REPORTÉS AFFÉRENTS AUX IMMOBILISATIONS CORPORELLES**

Les apports reportés afférents aux immobilisations corporelles représentent des apports affectés ayant servi à la construction d'une bâtisse ainsi qu'à l'achat d'équipement scientifique et de véhicules de ferme. Les variations survenues dans le solde des apports reportés pour l'exercice sont les suivantes :

	2 0 1 8	2 0 1 7
Solde, au début	8 202 840 \$	8 993 276 \$
Amortissement	(321 577)	(790 436)
Solde, à la fin	7 881 263 \$	8 202 840 \$

**12. VARIATION NETTE DES ÉLÉMENTS HORS CAISSE DU FONDS DE ROULEMENT**

	2 0 1 8	2 0 1 7
Débiteurs	423 807 \$	(358 250) \$
Subventions à recevoir	752 189	1 484 841
Travaux en cours	769 400	(199 063)
Frais payés d'avance	(31 745)	5 070
Créditeurs	153 954	96 032
Facturation en excédent des coûts des projets de recherche	(753 932)	93 124
Apports reportés	85 642	(648 456)
	1 399 315 \$	473 298 \$

**13. DÉPENDANCE ÉCONOMIQUE**

L'organisme reçoit des subventions du ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation (MAPAQ) pour son financement de base et tire également des revenus de recherche et développement de divers autres programmes de ce ministère. Les produits tirés d'ententes signées avec le MAPAQ représentent 84 % (80 % en 2017) des produits totaux de l'Institut.

**14. INSTRUMENTS FINANCIERS**

L'Institut, par le biais de ses instruments financiers, est exposée à divers risques, sans pour autant être exposée à des concentrations de risque. L'analyse suivante indique l'exposition de l'Institut aux risques au 31 décembre 2018.

**Risque de crédit**

Le risque de crédit est le risque d'une partie à un instrument financier manque à l'une de ses obligations et amène de ce fait l'autre partie à subir une perte financière. Les principaux risques de crédit pour l'Institut sont liés aux débiteurs et aux dépôts à terme.

Le risque auquel est exposé l'Institut en raison de la concentration de crédit est limité. Le risque de non-recouvrement est atténué du fait que les soldes à recevoir proviennent principalement d'un grand nombre de clients (de sociétés et d'organismes gouvernementaux).

De plus, les placements comptabilisés au coût sont principalement effectués auprès d'institutions financières reconnues dont la cote de crédit est de qualité supérieure.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES**31 décembre 2018

---

**14. INSTRUMENTS FINANCIERS (suite)****Risque de liquidité**

Le risque de liquidité est le risque qu'une entité éprouve des difficultés à honorer des engagements liés à des passifs financiers. L'Institut est exposé à ce risque principalement au regard des créanciers. Le conseil d'administration révisé et approuve les budgets opérationnels et les dépenses en capital de l'Institut ainsi que toutes les transactions significatives qui ne sont pas effectuées dans le cours normal des activités.

**Risque de marché**

Le risque de marché est le risque que la juste valeur ou les flux de trésorerie futurs d'un instrument financier fluctuent en raison des variations des prix du marché. Le risque de marché inclut trois types de risque : le risque de change, le risque de taux d'intérêt et le risque de prix autre. L'Institut est principalement exposée au risque de prix autre.

*Risque de prix autre*

Le risque de prix autre est le risque que la juste valeur ou les flux de trésorerie futurs d'un instrument financier fluctuent en raison des variations des prix du marché (autres que celles découlant du risque de taux d'intérêt ou du risque de change), que ces variations soient causées par des facteurs propres à l'instrument en cause ou à son émetteur, ou par des facteurs affectant tous les instruments financiers similaires négociés sur le marché.

L'Institut est exposé à ce risque en raison de ses placements dans des actions cotées en Bourse et dans des fonds communs de placements. Dans l'hypothèse où le prix de ces placements augmenterait ou diminuerait de 10 %, toutes les autres variables restant constantes, l'actif total et l'excédent des produits sur les charges de l'Institut augmenteraient ou diminueraient d'environ 77 000 \$ (113 000 \$ en 2017).

**15. CHIFFRES DE L'EXERCICE PRÉCÉDENT**

Certains chiffres de l'exercice 2017 ont été reclassés afin de rendre leur présentation identique à celle de l'exercice 2018.

**16. ÉVÉNEMENT POSTÉRIEUR À LA DATE DU BILAN****Emprunt bancaire autorisé**

L'Institut dispose depuis janvier 2019 d'un emprunt bancaire d'un montant autorisé de 1 000 000 \$. Les montants prélevés porteront intérêt au taux préférentiel majoré de 1 %.

**INSTITUT DE RECHERCHE ET DE DÉVELOPPEMENT EN AGROENVIRONNEMENT INC.****RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES**

Exercice terminé le 31 décembre 2018

14

	2 0 1 8		2 0 1 7
<b>Matériel et fournitures</b>			
Matériel et fournitures de laboratoires et de bureau	545 237	\$	600 875 \$
Matériel informatique et licences	94 202		77 778
Location	51 465		72 832
	<b>690 904</b>	<b>\$</b>	<b>751 485 \$</b>
<b>Frais généraux</b>			
Électricité et chauffage	166 119	\$	139 212 \$
Télécommunications	83 266		95 348
Assurances, immatriculation et permis	132 165		119 743
Taxes foncières	68 943		69 717
Formation, transfert et diffusion	86 489		88 972
Créances douteuses	22 802		-
	<b>559 784</b>	<b>\$</b>	<b>512 992 \$</b>
<b>Entretien et réparations</b>			
Bâtisses	136 882	\$	115 873 \$
Aménagement de terrains	1 564		20 746
Équipement	98 211		84 353
Matériel roulant	92 728		79 130
Véhicules de ferme	48 809		53 554
	<b>378 194</b>	<b>\$</b>	<b>353 656 \$</b>